



L'Acadie vers 1750. Essai de chronologie des paroisses acadiennes du bassin des Mines (Minas Basin, NS) avant le *Grand dérangement*

Stéphan Bujold

Volume 70, 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1006673ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1006673ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)
1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bujold, S. (2004). L'Acadie vers 1750. Essai de chronologie des paroisses acadiennes du bassin des Mines (Minas Basin, NS) avant le *Grand dérangement*. *Études d'histoire religieuse*, 70, 57–77. <https://doi.org/10.7202/1006673ar>

Résumé de l'article

Ce texte propose d'examiner de nouveau certains faits de l'histoire des paroisses fondées autour du Bassin des Mines en Acadie avant le Grand dérangement de 1755. Jusqu'à présent, la tradition orale et l'historiographie de l'Acadie ont perpétué un malentendu quant à l'année de création de la paroisse qui aurait été fondée presque en même temps que celle de Saint-Charles à lamythique Grand'Prée. Ce texte jette un nouveau regard critique sur le développement social et économique de la région des Mines, qui fut la figure de proue de l'Acadie d'avant le Grand dérangement, par le biais de ces organisations sociales de premier plan qu'étaient les paroisses et propose ainsi une nouvelle chronologie de la création des paroisses acadiennes des Mines.

L'Acadie vers 1750

Essai de chronologie des paroisses acadiennes du bassin des Mines (Minas Basin, NS) avant le *Grand dérangement*¹

Stéphan Bujold²

*Il faut tirer l'étude de la religion, comme phénomène historique, du discrédit où l'a plongée la confusion entretenue entre histoire religieuse et histoire cléricale.*³

Résumé : Ce texte propose d'examiner de nouveau certains faits de l'histoire des paroisses fondées autour du Bassin des Mines en Acadie avant le Grand dérangement de 1755. Jusqu'à présent, la tradition orale et l'historiographie de l'Acadie ont perpétué un malentendu quant à l'année de création de la paroisse qui aurait été fondée presque en même temps que celle de Saint-Charles à la mythique Grand'Prée. Ce texte jette un nouveau regard critique sur le développement social et économique de la région des Mines, qui fut la figure de proue de l'Acadie d'avant le Grand dérangement, par le biais de ces organisations sociales de premier plan qu'étaient les paroisses et propose ainsi une nouvelle chronologie de la création des paroisses acadiennes des Mines.

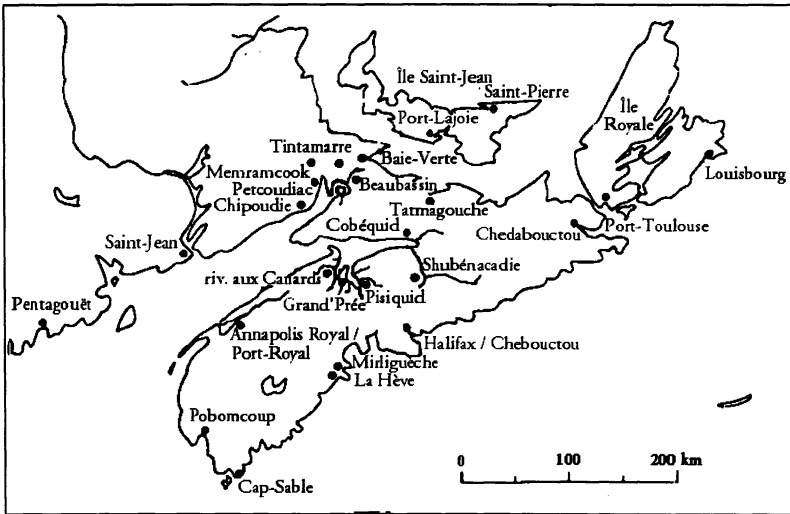
¹ Je tiens à remercier sincèrement Jonathan Fowler, Armand Gagné et Sylvain Gaudet de m'avoir fourni aide et documents nécessaires à l'élaboration de ce texte.

² Stéphan Bujold est politologue de formation et historien de vocation. Après avoir œuvré pendant quelques années à la coordination d'organismes communautaires, il mène depuis quatre ans des recherches sur l'histoire sociale et politique de l'Acadie coloniale avant le Grand dérangement. Ses recherches l'ont conduit à publier des articles spécialisés sur ce sujet et à entreprendre une œuvre romanesque. En 2004, il est le coordonnateur des activités culturelles et président du *Festival international acadien-cajun du Québec* (Arrondissement La Salle de Montréal, 18, 19 et 20 juin 2004).

³ Pierre TRÉPANIÉ, avec le concours de Lise TRÉPANIÉ, « Les Récollets et l'Acadie (1619-1759) : plaidoyer pour l'histoire religieuse », *Cahiers de la Société historique acadienne* (désormais *CSHA*), 10, 1 (1979), p. 10.

Abstract : This text suggest to revisit some historical facts concerning the Acadian parishes of the Minas Basin previous to the Deportation. Until now, the oral tradition and the historiography of Acadia has perpetuated a misunderstanding concerning the year of foundation of Saint-Joseph's parish at the Canards river, i.e. that it would have been founded nearly at the same time as Saint-Charles' parish at the mythical Grand'Prée. This text offers a new critical look on the social and economical development of the Minas region, wich was the vanguard of the ancient Acadia previous to the Deportation, by focusing on the front line social organisations of parishes and consequently suggest a new chronology of the Minas' acadian parishes creation.

Figure 1
L'Acadie vers 1750



Introduction

À partir du schéma du développement paroissial en Nouvelle-France et de sources documentaires originales couvrant la période allant de 1681 à 1731, ce texte propose une chronologie révisée de la fondation de certaines des paroisses acadiennes du bassin des Mines, à propos desquelles un malentendu s'est glissé dans l'historiographie et persiste toujours. On verra notamment que la paroisse Saint-Joseph de la rivière aux Canards ne fut pas la seconde mais plutôt la dernière de celles-ci. En dressant cette chronologie, nous identifierons et illustrerons les sites de ces paroisses à l'aide de sources manuscrites et de récentes découvertes archéologiques faites en Nouvelle-Écosse.

Réexaminer autant l'année de création que la situation géographique des cinq paroisses établies par les Acadiens autour du bassin des Mines avant 1755 apportera une double contribution à l'historiographie. D'une part, cela permettra de combler une partie du vide créé par la mince documentation historique traitant des structures socio-politiques de ces établissements gravitant autour de la mythique Grand'Prée, figure de proue de l'Acadie d'avant le *Grand dérangement*. Cela permettra aussi de faire apparaître une séquence du développement régional du bassin des Mines pendant cette période.

I- L'érection des paroisses dans la vallée laurentienne avant la Conquête

Au Canada, sous le Régime français, le développement paroissial suit un schéma plutôt simple : une première paroisse est fondée là où il y a déjà une mission ou une chapelle, et plus tard cette paroisse d'origine – ou paroisse mère – se divise lorsque le nombre des habitants s'étant éloignés et établis en périphérie vient à le justifier⁴. Louise Dechêne évalue à trente pour le gouvernement de Montréal⁵ et Alain Laberge à vingt-cinq pour toute la vallée laurentienne⁶ le nombre minimum de familles au moment où les chefs de celles-ci réclament une paroisse et un prêtre aux autorités ecclésiastiques et civiles de la colonie.

C'est l'éloignement qui pousse les habitants à construire une chapelle plus près de chez eux puis à réclamer qu'un prêtre s'y déplace pour dire la messe ou procéder aux rites catholiques de passage (baptême, mariage et sépulture) et, le cas échéant, qu'il les inscrive au registre de la mission⁷. À la géographie s'ajoutent des considérations économiques lourdes de conséquences pour les futurs paroissiens : ils doivent être suffisamment à l'aise pour lotir, construire et entretenir la nouvelle église et le presbytère, ainsi que pour se procurer vases, ornements et vêtements nécessaires à l'officiant. Les futurs paroissiens se réunissent pour élire des receveurs, qui feront le

⁴ Danielle GAUVREAU, « Vingt ans d'études sur la population pendant le Régime français : bilan et perspectives » in Sylvie DÉPATIE et al, dir., *Vingt ans après Habitants et marchands*, Montréal/Kingston, McGill/Queen's University Press, 1998, p. 35.

⁵ Louise DECHÊNE, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Montréal, Boréal (Compact), 1988 (réédition de l'original, publié en 1974), p. 461.

⁶ Alain LABERGE, « L'implantation de la paroisse dans la vallée du Saint-Laurent aux XVII^e et XVIII^e siècles » in Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN, dir., *La Paroisse*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval (Atlas historique du Québec), 2001, p. 22.

⁷ Louise DECHÊNE, *Habitants et marchands...*, p. 460-461. L'ouverture d'un registre coïncide souvent avec la construction d'une chapelle et précède ainsi la création officielle de la paroisse (voir Alain LABERGE, « L'implantation de la paroisse... », p. 15).

montage financier et déposeront au nom des habitants la requête en création d'une nouvelle paroisse à leur évêque⁸, qui devra obtenir l'aval du curé, celui de l'assemblée des paroissiens de la paroisse d'origine à être scindée, et aussi celui des autorités civiles de la colonie⁹.

La nouvelle paroisse reçoit rarement un curé en titre. Les habitants doivent se contenter d'être desservis un dimanche sur deux, ou moins, par le curé de la paroisse mère scindée¹⁰. S'ils sont chanceux, le curé suffisamment pourvu de la plus ancienne paroisse sera tenu d'entretenir un vicaire pour desservir la nouvelle. Dans ce cas, il y a deux paroisses et deux fabriques, mais le revenu de la dîme versée par les habitants va au curé de la paroisse mère qui le partage avec son vicaire¹¹, créant ainsi une forme de régime de redistribution de la richesse entre l'ancienne paroisse bien nantie et la nouvelle paroisse plus pauvre dont les fidèles sont plus souvent qu'autrement apparentés. C'est seulement lorsque cette dernière paroisse générera suffisamment de revenus de dîme pour entretenir un curé permanent que l'évêque lui en concédera un. Ce temps venu, le spectre de la division commence à planer sur la paroisse en développement : de jeunes habitants s'établissent et défrichent à ses confins, reproduisant la « mobilité de la sédentarité »¹². À leur tour, ils construiront une chapelle, ouvriront un registre et réclameront un prêtre.

Tel est *grosso modo* le schéma du développement paroissial qui a eu cours dans la vallée du Saint-Laurent sous le régime français. Voyons maintenant comment il peut contribuer à analyser et conjecturer le développement des cinq paroisses acadiennes du bassin des Mines.

⁸ Louise DECHÊNE, *Habitants et marchands...*, p. 461. « La fabrique précède ainsi la naissance officielle de la paroisse » comme le souligne Alain LABERGE, « L'implantation de la paroisse... », p. 14.

⁹ Amédée GOSSELIN, *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec* (désormais *RAPQ*) pour l'année 1922-1923, p. 124. Aussi, « Délibérations du Conseil de Marine, le 15 juin 1717 » résumées par Ivanhoë CARON *RAPQ 1941-1942*, p. 181.

¹⁰ En 1681, l'intendant Duchesneau (in *RAPQ 1922-1923*, p. 116) parle d'un dimanche sur quatre ou sur six en moyenne, et Mgr de Saint-Vallier en 1722 dans son « Mandement aux habitants de Pisiquid » (Archives de l'Archevêché de Québec, désormais AAQ, *Registre C*, p. 129) fait référence à la règle établie par lui d'un dimanche sur deux pour les paroisses se partageant le même curé desservant.

¹¹ C'est ce dont il est question dans un mémoire anonyme du 28 novembre 1731 (« Etat de Lacadie pour le gouvernement ecclésiastique », Archives Nationales de France (désormais ANF), Ministère des Colonies (désormais Col.), série C11A (désormais sans la notation *série*), vol. 107, fol. 235). Voir aussi DECHÊNE, *Habitants et marchands...*, p. 463.

¹² Louis Michel, « L'économie et la société rurale dans la vallée du Saint-Laurent aux XVII^e et XVIII^e siècles : bilan historiographique » in Sylvie DÉPATIE et al., *Vingt ans après...*, p. 72.

II- Fondateurs et fondation des Mines : aux sources d'un malentendu

Les premiers Européens se sont établis au sud de la Grand'Prée et de l'embouchure de la rivière des Mines (ou Saint-Antoine, ou des Habitants, aujourd'hui Cornwallis), une région baptisée ainsi à cause des mines de cuivre s'y trouvant à flanc de montagne sur la rive nord du bras méridional de la baie Française (aujourd'hui de Fundy) et visitées dès 1604 par l'expédition de du Gua de Monts¹³. Cette désignation des Mines s'appliqua d'abord au premier établissement de la Grand'Prée et de la rivière des Mines. Graduellement, au fur et à mesure que le bassin se peupla, Pisiquid puis Cobéquid se dissocièrent des Mines. Ensuite, la rivière aux Canards se distingua de l'établissement initial malgré sa relative proximité, la désignation les Mines restant toutefois confusément accolée aux trois établissements du bassin. Au recensement de 1701¹⁴, « les Mines » désigne encore toute la région, mais on voit apparaître le terme Grand'Prée pour la péninsule de marais salants qui porte toujours ce nom. Y apparaissent aussi le vocable de Cobéquid ainsi que le nom des principales rivières habitées, notamment celles du bassin de la rivière Pisiquid, alors appelée L'Ascension par le recenseur.

Sans entrer dans la complexe et fastidieuse question des seigneuries en Acadie, mentionnons que celle dite des Mines couvrait l'établissement initial de la Grand'Prée et ceux des rivières des Mines, Gasparot, aux Canards, de la Vieille-Habitation, Perrot et Pisiquid. Cette seigneurie appartenait aux LeBorgne de Bélisle, également seigneurs de Port-Royal. Par un arrêt du 20 mars 1703, le Conseil d'État du Roy divisa cette gigantesque seigneurie en sept parties revenant aux descendants de Jacques de La Tour et d'Alexandre LeBorgne de Bélisle, dont la femme était une La Tour. Pisiquid et les Mines constituèrent dès lors des seigneuries distinctes de celle de Port-Royal¹⁵. La baie de Cobéquid, située à l'extrémité orientale du bassin des Mines, fut pour sa part concédée en 1689 à Mathieu Martin, un tisserand de Port-Royal¹⁶.

¹³ Nicolas LANDRY et Nicole LANG, *Histoire de l'Acadie*, Sillery, Septentrion, 2001, p. 19.

¹⁴ ANF, Col., G1, vol. 466, pièce 24.

¹⁵ *Arrêt du Conseil d'Etat du Roy concernant les conceptions faites des Terres de la Province de l'Acadie dans la Nouvelle France*, Paris, Imprimerie royale, 1703, p. 21-22.

¹⁶ « Titre de concession de Cobequid à titre de fief, 28 mars 1689, extrait des registres du conseil souverain à Québec » in Edmé RAMEAU de SAINT-PÈRE, *Une colonie féodale en Amérique*, Montréal, Granger, 1887, tome II, p. 323. Aussi Clarence J. D'ENTREMONT, « Martin, Mathieu », *Dictionnaire biographique du Canada* (désormais *DBC*), 1969, vol. II, p. 481-482.

Les marais salants, terres d'alluvions sporadiquement inondées par les fortes marées de la Baie Française, étaient au cœur du mode d'exploitation du sol typique des agriculteurs acadiens, qui érigeaient des levées traversées par des aboiteaux dans lesquels se déversaient les canaux d'irrigation de leurs prés ensemencés, empêchant toutefois l'eau salée de remonter vers ceux-ci¹⁷. L'érection de ces levées munies d'aboiteaux, mode d'exploitation des marais salants unique en Amérique du Nord¹⁸, produisait un schéma d'occupation du sol bien différent de celui de la vallée du Saint-Laurent où les concessions en bandes étroites donnaient l'impression aux observateurs du XVIII^e siècle qu'entre Québec et Montréal, sur les deux rives du fleuve, s'étendait un village sans fin. En Acadie, même si les terres avaient aussi été loties en longues bandes étroites donnant accès à l'eau et à la forêt, les habitations de quelques tenanciers apparentés étaient concentrées sur des collines dominant les prés endigués. Elles formaient ainsi au centre de quelques concessions des hameaux séparés les uns des autres par un ou plusieurs kilomètres en fonction de la répartition des marais, et nommés selon le patronyme ou le surnom de leur premier concessionnaire¹⁹.

Pierre Terriot et Pierre Mellanson auraient été les initiateurs du mouvement migratoire de Port-Royal vers les Mines au début de la décennie 1680. C'est ce qu'indique le registre de la mission de Beaubassin²⁰ du 25 juin 1684, date à laquelle le père Moireau baptisa plusieurs enfants des Mines dont certains nés deux ans auparavant. Ce mouvement sera si bien suivi que, dès le recensement de 1701, les Mines apparaît comme l'établissement le plus peuplé d'Acadie, devant Port-Royal son chef-lieu, et ce, après seulement vingt ans de colonisation²¹.

Un rapport de 1694, rédigé par Mathieu De Goutin, souligne que Pierre Terriot, « l'un des juges commis par M. de Champigny audit lieu des Mines », en fut « comme le fondateur ayant avancé presque tous ceux qui y

¹⁷ Sur les levées et les aboiteaux voir Médard LÉGER, « Les aboiteaux », *CSHA*, 2 (1962), p. 59-67 ; et Bernard V. LEBLANC et Ronnie-Gilles LEBLANC, « La culture matérielle traditionnelle en Acadie » in Jean D'AIGLE, dir., *L'Acadie des Maritimes*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, 1993, p. 624-626.

¹⁸ Contrairement à ce qu'a soutenu Mathew HATVANY, « Wedded to the Marshes », *Acadiensis*, 30, 2 (2001), p. 42-43. Hatvany ne semble pas avoir cerné la particularité des levées et aboiteaux dans le mode acadien d'exploitation des marais salants, qui ne se résume pas à prélever les foins salés.

¹⁹ Jean GAUDETTE, « Famille élargie et copropriété dans l'Ancienne Acadie », *CSHA*, 25, 1 (1994), p. 16-17.

²⁰ *Registre des baptêmes des missions d'Acadie et de Gaspésie, 1680-1686*, Archives de l'Archevêché de Québec (désormais AAQ).

²¹ Entre 1686 et 1701 (Recensements, ANF, Col., G1 vol. 466 pièces 10 et 24), la population des Mines est passée de 57 à 487 (les habitants de Pisiqid ont été soustraits de ce nombre).

sont venus s'habiter »²². Quant à Pierre Mellanson, mis à part le fait qu'un hameau de cette région porte toujours le nom de *Melanson*, aucun document ne corrobore la tradition voulant qu'il fut fondateur des Mines. Quoi qu'il en soit, en 1701, dans un jugement rendu par le gouverneur Mombéton de Brouillan, ce Mellanson est dit « sieur de Laverdure » et « capitaine de la première Compagnie de Milice des Mines »²³, poste prestigieux qu'il devait occuper depuis 1686, car, au recensement de cette année-là, il se trouve chez lui pas moins de douze fusils. Ce même recensement a sans doute contribué à la tradition : Pierre Mellanson possédait alors cinquante arpents en labour, soit trois fois plus que Pierre Terriot. Sachant ce qu'il en coûtait de travail pour arracher chaque arpent de terre à la mer, peu s'en fallait pour conclure que Pierre Mellanson devait avoir été le premier à s'établir à la Grand'Prée. Toujours selon la tradition, Pierre Terriot serait pour sa part le fondateur de l'établissement connu plus tard sous le nom de rivière aux Canards²⁴.

Dans un mémoire qu'il adresse au Ministre en 1702²⁵, Mathieu De Goutin nous informe des noms de quelques-uns des premiers habitants des Mines : René LeBlanc, Antoine et Claude Landry - seuls les deux derniers étant recensés aux Mines en 1686. Mais Noël Labauve, Étienne Rivest, Martin Aucoin et Étienne Hébert, parmi d'autres, méritent aussi la mention de premiers habitants et pionniers des Mines, comme le montrent le registre de la mission de Beaubassin pour 1684 et 1686 ainsi que le recensement de 1686. Il s'agit d'un fait important puisque ce registre et les recherches généalogiques montrent que toutes ces premières familles tissèrent entre elles des liens serrés par le parrainage et éventuellement le mariage de leurs enfants. Ainsi, s'il y avait vers 1685 deux établissements plus ou moins distincts aux Mines, soit à la Grand'Prée, sous l'impulsion de Pierre Mellanson, et à la rivière des Mines et non des Canards, sous celle de Pierre Terriot, ce ne pouvait être que par nécessité de distribuer équitablement les marais plutôt qu'à cause de disputes entre les deux pionniers, comme l'a prétendu Rameau de Saint-Père²⁶.

Bref, il est peu probable qu'il y ait eu dès sa fondation deux établissements distincts aux Mines. Cela irait contre la logique habituelle des établissements où les colons sont interdépendants, surtout dans un mode d'exploitation agricole qui demande beaucoup de main-d'œuvre dans un

²² ANF, Col., C11D, vol. II, fol. 233.

²³ ANF, Col., C11D, vol. IV, fol. 175.

²⁴ Edmé RAMEAU de SAINT-PÈRE, *Une colonie féodale...*, tome I, p. 184 ; Émile Lauvrière, *La tragédie d'un peuple*, Paris, H. Goulet, 1924, vol. I, p. 173.

²⁵ Reproduit dans RAMEAU de SAINT-PÈRE, *Une colonie féodale...*, tome II, p. 335.

²⁶ Sur la discorde entre Terriot et Mellanson voir RAMEAU de SAINT-PÈRE, *Une colonie féodale...*, tome I, p. 185.

laps de temps très concentré²⁷. De plus, les premiers habitants recensés spécifiquement à la rivière aux Canards en 1701 ne forment que sept familles auxquelles on peut ajouter les trois de la rivière de la Vieille-Habitation (aujourd'hui Habitant). À supposer qu'on ajoute à celles-ci quelques-unes des neuf familles recensées à la rivière des Mines, il y en aurait peut-être une quinzaine pour constituer dès lors et depuis une décennie la paroisse Saint-Joseph de la rivière aux Canards, séparée de celle de la Grand'Prée. Bien lourd fardeau financier que celui d'une paroisse pour aussi peu d'habitants !

Notre hypothèse est corroborée par le bref compte rendu que M^{gr} de Saint-Vallier a laissé de sa visite aux Mines à l'été 1686²⁸. Tout en faisant vaguement référence à quelques litiges qu'il s'est appliqué à démêler entre certains habitants - tout comme il le fit à Beaubassin - il ne fait nullement référence à la possibilité qu'il y ait eu deux établissements distincts. Il écrit que les habitants le « presserent en partant de leur donner un Prêtre, et ils [...] promirent non seulement de le nourrir, mais encore de lui bâtir une Église et un Presbytère dans une Isle appartenante à l'un d'eux qui [...] l'offrit à ce dessein, ou toute entière, ou en partie, selon qu'on en auroit besoin. »²⁹ Les Miniers étaient donc unanimes dans leur requête pour obtenir un prêtre et dans leur engagement à le loger et à construire une église. Voyons maintenant où peut nous mener une nouvelle interprétation de plusieurs faits historiques documentés entourant la création des cinq paroisses du bassin des Mines.

III- La paroisse « Saint-Charles de la Grand'Prée aux Mines »

La première mission du bassin des Mines est sans conteste celle de la Grand'Prée où s'établirent les premiers habitants acadiens du bassin. Cependant, le document créant cette paroisse n'a laissé aucune trace³⁰. Outre le récit fait par Saint-Vallier de sa visite aux Mines en 1686, il existe d'autres documents qui permettent de conjecturer l'année de création de la première structure socio-religieuse des Acadiens des Mines.

²⁷ Voir à ce sujet Gabriel BERTRAND, « La culture des marais endigués et le développement de la solidarité militante en Acadie entre 1710 et 1755 », *CSHA*, 24, 4 (1994), p. 238-249.

²⁸ Il n'était pas encore évêque en titre à ce moment-là. Il le deviendra le 25 janvier 1688.

²⁹ Mgr de SAINT-VALLIER, *Estat présent de l'Église de la Nouvelle-France*, Québec, Augustin Côté et Cie, 1856 (réédition de l'original de 1688), p. 37.

³⁰ Après vérification de son fonds, c'est ce qu'assure l'abbé Armand Gagné, Archiviste de l'Archidiocèse de Québec que je remercie sincèrement pour cette vérification.

Après sa visite, le futur évêque envoya aux Mines une lettre pastorale dans laquelle il exhorte les habitants à construire l'église promise³¹. On ne sait à quelle date précise Saint-Vallier envoya cette lettre, probablement dès son retour à Québec où l'attendait une lettre du ministre Colbert octroyant des fonds importants pour encourager les habitants de Nouvelle-France à construire des églises³². C'est ce que fit précisément Saint-Vallier comme le montre l'extrait suivant de sa lettre circulaire aux habitants des Mines :

[...] nous vous promettons de vous donner une petite somme pour acheter les choses qui seront nécessaires pour le bâtiment, et que vous ne pourrez trouver dans vos habitations, en outre nous vous promettons de fournir les vases sacrés et ornements nécessaires, vous assurant que j'augmenterai mes libéralités par l'assurance que j'aurai de la diligence que vous apporterez à travailler vous et vos enfants à la construction de cette église³³.

La requête fut entendue et l'édifice rapidement construit, puisqu'un recensement de 1687 ou 1688 indique qu'il se trouve aux Mines une église et un missionnaire³⁴. Au même moment, s'ouvrirent les registres de Saint-Charles comme le constata l'historien américain Gilmary Shea en 1887 lorsqu'il les découvrit à l'église Saint-Gabriel d'Iberville en Louisiane : il rapporta alors à Mgr O'Brien, archevêque d'Halifax, qu'ils commençaient en 1687 et se terminaient en 1755³⁵.

En 1704, lors d'un raid britannique, cette église de Grand'Prée dédiée à Saint-Charles a été pillée, peut-être même incendiée³⁶. À la suite de ce pillage, la chapelle construite à l'origine dans une colonie de cent soixante habitants³⁷ a sûrement été agrandie, puisqu'en 1755 l'église de Grand'Prée

³¹ « Lettre circulaire aux habitants des Mines » in Henri TÊTU et Charles-Octave GAGNON, éd., *Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, Québec., 1888, vol. I, p. 182-183. CARON (in *RAPQ 1940-1941*, p. 274) date cette lettre de l'année 1686.

³² « Seignelay à Saint-Vallier, 31 mai 1668 » cité par Noël BAILLARGEON, *Le Séminaire de Québec de 1685 à 1760*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1977, p. 30.

³³ « Lettre circulaire aux habitants des Mines » in Henri TÊTU et Charles-Octave GAGNON, éd., *Mandements, lettres pastorales...*, p. 183.

³⁴ William Inglis MORSE, *Acadiensia Nova*, Londres, Bernard Quaritch, vol. I, 1935, p. 143.

³⁵ Placide GAUDET, « L'église Saint-Charles de la Grand-Prée » in *Le Grand dérangement. Sur qui retombe la responsabilité de l'Expulsion des Acadiens*, Ottawa, Ottawa Printing Co. Limited, 1922, p. 51-52, citant des lettres que lui adressa Mgr O'Brien en 1893 et 1895. De nos jours, les registres subsistent pour les années 1707 à 1748.

³⁶ Du 30 novembre 1705, ANF, Col., C11D, vol. 5, fol. 170.

³⁷ 110 Acadiens et 50 Micmacs selon le recensement de 1687 ou 1688 in William Inglis MORSE, *Acadiensia Nova*, p. 143.

put accueillir quatre cent quinze Acadiens venus entendre la proclamation ordonnant leur déportation.

Jean-François Buisson de Saint-Cosme, un jeune prêtre canadien, arriva aux Mines en 1692³⁸. Le fait qu'il y préleva la dîme dès l'année suivante³⁹ indique qu'il dut en être le premier missionnaire résidant, même s'il se trouvait un missionnaire aux Mines au recensement de 1687 ou 1688. Que l'église ait été érigée en 1687, et le presbytère entre cette date et 1692, correspond au développement typique des missions se transformant graduellement en véritables paroisses au fur et à mesure que les habitants réussissent à réunir les fonds, les matériaux et la main-d'œuvre nécessaires à ces ouvrages formant bientôt le cœur de leur communauté religieuse et villageoise⁴⁰. L'église, le presbytère et le cimetière auraient été situés sur le site actuel du *Lieu historique national de Grand-Pré* en Nouvelle-Écosse⁴¹. Ces bâtiments et ceux les entourant, qui formaient le village de Grand-Pré, n'auraient pas été incendiés pendant le Grand dérangement et auraient même été utilisés par les premiers colons américains arrivés en 1760⁴².

Dans les lettres patentes du 8 août 1698 créant la paroisse de la Sainte-Famille de Pisiquid qu'il accorda au Séminaire des Missions Étrangères de Québec, Saint-Vallier réfère pour la première fois à « laditte terre des Mines » où il aurait créé une paroisse antérieurement⁴³. C'est donc quelque part entre le 2 août 1688, jour de son débarquement à Québec comme évêque, et le 8 août 1698 que Saint-Vallier érigea la paroisse Saint-Charles des Mines. Comme suite à sa mission, le prêtre présent au recensement de 1687 ou 1688 fit probablement un rapport favorable au nouvel évêque qui, dès son retour de France en août 1688, dut envoyer aux habitants des Mines le mandement créant leur paroisse. Ce mandement ne nous est pas parvenu et il se peut qu'il n'ait même jamais existé puisque certaines paroisses de

³⁸ Noël BAILLARGEON, *Le Séminaire de Québec...*, p. 354-355 ; et Céline DUPRÉ (1969), « Buisson de Saint-Cosme, Jean-François », *DBC*, vol. II, 1969, p. 115.

³⁹ « Le Ministre à l'Évêque de Québec, le 16 avril 1695 », *Collection de manuscrits relatifs à l'histoire de la Nouvelle-France...*, Québec, APQ, vol. II, 1884, p. 179, aussi « Le Ministre à l'Évêque de Québec, le 8 mai 1694 », *Ibid.*, p. 155-156.

⁴⁰ Voir Louise DECHÈNE, *Habitants et marchands...*, p. 462.

⁴¹ Voir H. R. CASGRAIN, *Un pèlerinage au pays d'Évangéline*, Québec, L.-J. Demers et frères, 1887, p. 57-58 ; et J.-F. HERBIN, *History of Grand-Pré*, Bowie, Heritage Books, 1905, p. 33-34 et 105 (« Plan of Winslow's Camp »). L'archéologue Jonathan Fowler mène depuis quatre ans des fouilles sur ce site à la recherche des restes de cette paroisse.

⁴² Placide GAUDET, « L'église Saint-Charles de... », p. 49-50 citant un article du *Kentville Chronicle* de 1885.

⁴³ Archives du Séminaire de Saint-Sulpice de Paris, registre 25, pièce 20, p. 177.

Nouvelle-France ne furent légalement constituées que longtemps après leur création effective⁴⁴.

IV- Les deux paroisses de Pisiquid

Si les documents font peu référence à la colonisation des Mines, ils sont carrément muets sur celle de Pisiquid. *A contrario*, comme on vient de le voir, la date de création de la première paroisse de Pisiquid est connue et le fait qu'elle ait été créée à même la cure des Mines suit la logique du développement paroissial décrite précédemment. Que cette première paroisse ait été scindée en deux après plus ou moins dix ans d'existence témoigne de l'expansion rapide des Mines. Le recensement de 1693⁴⁵ ne précise pas la répartition géographique des habitants, mais lorsqu'on le compare avec celui de 1701, il appert que quelques familles habitaient déjà les rives de la rivière Pisiquid (ou L'Ascension, aujourd'hui Avon). Les premiers colons de Port-Royal arrivèrent donc à Pisiquid peu de temps après ceux de la Grand'Prée, entre 1685 et 1693.

Le recensement de 1701 mentionne 33 familles à Pisiquid, chiffre parfaitement cohérent avec celui donné une année plutôt par de Villieu, alors commandant intérimaire de l'Acadie, dans une lettre au Ministre : « La cure des Mines peut aisément entre[tenir] le curé sans supplément [...] mais il me paraît que M^{gr} l'Évêque de Kébeq la veut séparer en deux à cause de l'éloignement de vingt-huit habitants qui se sont offert d'entretenir un prêtre »⁴⁶. Les habitants en question sont sûrement ceux de Pisiquid et la cure celle de la Sainte-Famille créée deux ans auparavant non seulement pour desservir les Acadiens, mais aussi les Micmacs comme l'indiquent les lettres patentes.

Cette première paroisse de Pisiquid fut réunie et attachée à perpétuité au Séminaire des Missions Étrangères de Québec, à la condition de ne pas la laisser vacante pendant « l'espace de deux années consécutives »⁴⁷. C'est fort probablement ce qui advint puisqu'en 1709 le récollet Bonaventure Masson, faisant alors les fonctions curiales à Saint-Charles, agit à titre de missionnaire de Pisiquid⁴⁸.

⁴⁴ Voir Alain LABERGE, « L'implantation de la paroisse dans la vallée du Saint-Laurent... », p. 15-16.

⁴⁵ ANF, Col., G1, vol. 466, no 12.

⁴⁶ Le 29 novembre 1700, ANF, Col., C11D, vol. IV, fol. 17v-18.

⁴⁷ Archives du Séminaire de Saint-Sulpice de Paris, pièce 20, p. 178.

⁴⁸ Noël BAILLARGEON, *Le Séminaire de Québec...*, p. 358, situe en 1703 leur retrait d'Acadie. Sépulture de Marie Vincent, née Richard, le 3 novembre 1709, Registre de Saint-Charles aux Mines.

Récemment, lors de travaux d'excavation effectués non loin d'un vignoble de Falmouth (NS) appelé fort justement « Sainte-Famille », le cimetière de cette paroisse a été découvert⁴⁹. Les bâtiments et le cimetière de la paroisse furent donc érigés du côté ouest de la rivière Pisiquid sur une éminence dominant celle-ci et les marais la bordant, entre le village des Babin en aval et celui des Forest en amont. Cette église qualifiée de « chapelle bien entretenue » en 1750 par un observateur anglais de passage⁵⁰, devait desservir tous les habitants du côté ouest de la rivière Pisiquid.

Un mandement de l'évêque de Québec aux habitants de Pisiquid daté du 28 juin 1722 scinda en deux la paroisse Sainte-Famille pour créer celle de L'Assomption⁵¹. Ce document s'avère tout aussi intéressant que les lettres patentes établissant la paroisse Sainte-Famille. Premièrement, l'évêque ne fait aucunement référence au Séminaire, indiquant la perte de son privilège sur cette cure sûrement laissée vacante pendant deux années consécutives dès 1701, comme l'indiquent la double desserte de Saint-Charles et Sainte-Famille par Masson et une lettre de Brouillan⁵².

Ce mandement révèle aussi que l'évêque créa cette paroisse de sa propre initiative, car il avait « remarqué avec douleur que les contestations qui avaient commencé entre [les habitants de Pisiquid] depuis l'année mil sept cent à l'occasion de l'emplacement de [l']église paroissiale bien loin de diminuer depuis plus de vingt ans qu'elles durent ont pris plutôt accroissement »⁵³. L'église de cette seconde paroisse de Pisiquid dédiée à Notre-Dame-de-l'Assomption aurait donc été construite vingt ans auparavant. En 1709, Masson précisait dans quel cimetière il avait inhumé la défunte, sûrement parce qu'il y en avait déjà deux dans la paroisse de Pisiquid. L'évêque ne leur concéda d'ailleurs qu'un seul prêtre pour desservir les deux paroisses.

Cette querelle entre les habitants de Pisiquid à propos du site de leur église paroissiale est symptomatique de leur mode d'occupation du sol. L'occupation extensive du territoire fit que d'un bout à l'autre de la paroisse de Pisiquid, sans parler de la large rivière la séparant en deux, il y avait au moins vingt kilomètres. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que les habitants de chaque côté de la rivière aient tenté d'ériger les dépendances de la paroisse

⁴⁹ « Communiqué de presse du 18 mars 2000 » du *Committee for the Preservation of Sainte-Famille Cemetery* (<http://cafa.org/St.Famille.html>).

⁵⁰ « a neat french Chappel » John SALUSBURY, *Expedition of Honour. The Journal of John Salusbury*, éd. par Ronald Rompkey, Newark, University of Delaware Press, 1982, p. 82.

⁵¹ AAQ, *Registre C*, p. 122.

⁵² Résumé par Ivanhoë CARON in *RAPQ 1942-1943*, p. 347. Voir aussi Noël BAILLARGEON, *Le Séminaire de Québec...*, p. 358-359.

⁵³ AAQ, *Registre C*, p. 122.

le plus près possible de leur propre habitation, avec pour résultat que deux chapelles furent érigées de part et d'autre de la rivière Pisiquid.

L'église L'Assomption fut construite sur la rive est de la rivière Pisiquid, sur l'emplacement toujours occupé par le fort Edward dans la ville de Windsor (NS), donc en aval et sur la rive opposée de celle de Sainte-Famille⁵⁴. À l'été de 1750, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse fit construire un blockhaus pour surveiller la rivière Pisiquid menant facilement à Chibouctou (Halifax) où il avait déplacé sa capitale l'année précédente. Plus tard dans la même année, ce fort fut doublé de fortifications en terrassement, et c'est à ce moment que les Acadiens furent chargés de démolir leur église de L'Assomption⁵⁵. Cette église devait desservir les nombreux habitants établis sur la rive orientale de la rivière Pisiquid et sur les rivières s'y déversant de ce côté : les rivières Sainte-Croix, Kennescouët et Coquemagonde. Tous ces habitants étant en plus grand nombre que ceux de la rive occidentale de la rivière Pisiquid, on peut supposer que l'église de L'Assomption était plus grande que la chapelle de Sainte-Famille.

En 1886, plus de trente corps, certains assurément micmacs, les autres probablement français, furent exhumés à Windsor⁵⁶. Comme en faisaient foi les artefacts découverts autour des sépultures, certains des cercueils avaient des clous de cuivre. Sachant que les habitants des Mines fabriquaient plusieurs objets utilitaires en cuivre⁵⁷, il est plus que probable qu'il s'agissait là du cimetière acadien de la paroisse L'Assomption de Pisiquid. Quant à la présence de dépouilles micmaques, elle n'est pas surprenante, la première paroisse de Pisiquid ayant été créée dans le dessein de desservir à la fois les premiers habitants de la péninsule et les Acadiens.

Ainsi, dès 1722, il y avait trois paroisses au bassin des Mines pour desservir plus de trois cents familles – six cent soixante-quatre habitants avec Cobéquid au recensement de 1714, et cinq cent sept familles à celui de

⁵⁴ Abbé de L'ISLE-DIEU, « Mémoire sur le règlement des limites (1753) » in *Collection de documents inédits sur le Canada et l'Amérique*, Québec, Le Canada-Français, vol. III, 1890, p. 72. Je remercie Jonathan Fowler de m'avoir procuré la source de ce document cité sans référence par H. R. CASGRAIN, *Une seconde Acadie*, Québec, L.-J. Demers et frères, 1894, p. 237.

⁵⁵ Le 7 juin 1750, Joshua Winslow (*The Journal of Joshua Winslow*, éd. par John C. WEBSTER, St. John, New Brunswick Museum (Historical Studies no 2), 1936, p. 16) note dans son journal : « The French pulled down the mass house and levelled our block house and laid out the ground for a fort. »

⁵⁶ « Un ancien cimetière », *La Presse*, vendredi le 3 septembre 1886. Je remercie Sylvain Gaudet de m'avoir procuré cette coupure de presse.

⁵⁷ « Caulfield to Board of Trade, november 1st 1715 » in Thomas B AKINS, éd., *Selection from the public documents of the Province of Nova Scotia*, Halifax, Nova Scotia Commissioner of Public Records, 1869, vol. I, p. 25.

1727 effectué par les prêtres à la demande du gouverneur de Louisbourg⁵⁸. Même si le recensement de 1714 sous-évalue le nombre d'habitants et celui de 1727 surévalue celui des familles (comme le montre un « Etat de Lacadie pour le gouvernement ecclésiastique » du 28 novembre 1731 qui donne le chiffre plus probable de trois cent soixante-huit familles pour tout le bassin des Mines⁵⁹), cela faisait quand même beaucoup de paroissiens pour bien peu de paroisses !

V- Cobéquid et la rivière aux Canards : les dernières paroisses du bassin des Mines

Le fait qu'il n'y avait en 1722 que trois paroisses pour desservir autant d'habitants ne signifie pas qu'il n'y avait que trois lieux de culte dans tout le bassin des Mines, le cas de Pisiquid où coexistaient deux églises dans la même paroisse n'étant pas unique. En plus des trois églises paroissiales, il y avait alors au moins trois autres chapelles : deux pour les Acadiens et une pour les Micmacs. Situées à Cobéquid et à la rivière aux Canards, deux de celles-ci deviendront les églises des dernières paroisses fondées au bassin des Mines avant 1755.

C'est en dépouillant le registre des mariages de la paroisse Saint-Charles qu'il a été possible d'émettre les hypothèses suivantes sur les années de fondation des paroisses de Cobéquid et de la rivière aux Canards. Comme pour les notaires, les lois civiles françaises faisaient des prêtres des officiers civils, les obligeant ainsi à suivre plusieurs règles concernant la tenue des registres comme de s'assurer de l'identité et de la provenance des gens désirant s'unir en justes noces⁶⁰. Dans ce sens, à l'instar des minutiers de notaires, les registres paroissiaux sont une mine d'informations biographiques, démographiques et sociologiques utiles à l'esquisse de l'histoire sociale et encore peu exploitées⁶¹.

Au recensement de 1703⁶², il y avait dix-neuf familles à Cobéquid sans compter les Micmacs, qui avaient commencé à s'établir à la rivière

⁵⁸ « Saint-Ovide de Brouillan au Ministre, le 20 novembre 1727 », ANF, Col., C11B, vol. 8, fol. 4 et G1, vol. 466, no 27 pour le recensement de 1714.

⁵⁹ ANF, Col., C11A, vol. 107, fol. 235-236.

⁶⁰ Dans le cas particulier de la Nouvelle-France, voir l'*Arrêt du Conseil d'État du Roi* de 1678, Titre XXII, articles VIII à X, qui prescrit la procédure à suivre pour la rédaction et la conservation des registres paroissiaux.

⁶¹ Parmi d'autres ayant utilisé judicieusement les registres paroissiaux, voir Gina HYNES, « Some Aspects of the Demography of Port-Royal, 1650-1755 », *Acadiensis*, 3. 1 (1973), p. 3-17 ; Hélène LAFORCE, *Histoire de la sage-femme dans la région de Québec*, Québec, IQRC, 1985. ; et Anne FILLON, *Les trois bagues aux doigts. Amours villageoises au XVIIIe siècle*, Paris, Robert Laffont, 1989.

⁶² ANF, Col., G1, vol. 466, no 25.

Shubénacadie depuis quelque temps sous l'impulsion de Mathieu De Goutin, qui préféra ce lieu pour les y installer plutôt que Pisiquid. En 1701, le gouverneur de Brouillan rapporte que beaucoup d'entre eux se sont établis à « Chicabenacady », sûrement Shubénacadie, où ils cultivent le blé d'Inde⁶³. Les Micmacs se verront confirmer en 1703, par l'arrêt du Conseil d'État du Roy cité précédemment, la pleine propriété d'une partie des terres bordant cette rivière⁶⁴. Il semble qu'une chapelle y ait été érigée et dédiée à Sainte-Anne dès le début du XVIII^e siècle, comme le laisse supposer une lettre de M^{gr} de Laval à Antoine Gaulin⁶⁵. Toujours est il qu'en 1722, le même missionnaire rapporte qu'il se trouve en ce lieu cent seize micmacs⁶⁶. Quinze ans plus tard, en 1737, un autre recensement indique qu'il se trouve une église et un presbytère ainsi que quatre-vingt-quinze micmacs capables de porter les armes, soit environ trois cent vingt-trois personnes⁶⁷.

Durant la première décennie du XVIII^e siècle, il est fort probable qu'il y ait eu à Cobéquid au moins une chapelle pour desservir les Acadiens. Elle dut suffire pendant au moins vingt ans puisque la population de Cobéquid augmenta lentement par comparaison à celle des Mines et de Pisiquid. D'ailleurs, et quoique les premiers habitants recensés en 1701 proviennent tous trois de Port-Royal, Cobéquid servira de déversoir pour la population des deux autres établissements du bassin après 1714 lorsqu'il ne compte encore que vingt-quatre familles soit une augmentation de seulement cinq familles depuis 1703.

Cobéquid aurait reçu son premier missionnaire résident en 1720⁶⁸. Auparavant, la mission devait être desservie sporadiquement par les missionnaires des Micmacs et les prêtres des paroisses de Grand'Prée, de Pisiquid et de Beaubassin. Le 24 mai 1725, ce premier missionnaire de « Coppequid » célèbre en l'église de Grand'Prée le mariage d'une habitante de la paroisse Saint-Charles, Madeleine Dupuy, avec l'une de ses ouailles de Cobéquid, Joseph « Robychot ». Si sa mission avait été une paroisse, Pierre Verquaillié

⁶³ « Brouillan au Ministre, le 6 octobre 1701 », ANF, Col., C11D, vol. 4, fol. 46.

⁶⁴ *Arrêt du Conseil d'Etat du Roy concernant les conceptions faites des Terres de la Province de l'Acadie dans la Nouvelle France*, Paris, Imprimerie royale, 1703, p. 25-26.

⁶⁵ Citée par Noël BAILLARGEON, *Le Séminaire de Québec...*, p. 369. Aussi Jonathan FOWLER, « Negative Evidence is still Evidence : The Search for Mission Sainte-Anne », *Nova Scotia Archaeology Society Newsletter*, Web Version/Winter 2001-2002, p. 4-7.

⁶⁶ ANF, Col., C11B, vol. 6, fol. 77.

⁶⁷ ANF, COL., C11D, vol. 8, fol.76. En 1722, il y avait 32 porteurs d'armes pour une population de 116 personnes ce qui, rapporté proportionnellement, pour 95 porteurs d'armes donne 323 personnes.

⁶⁸ Maurice A. LÉGER, « Les missionnaires de l'Ancienne Acadie (1604-1755) », *CSHA*, 28, 2-3 (1997), p. 76.

aurait, bien évidemment, été au courant et il l'aurait désignée ainsi dans le registre de la paroisse Saint-Charles de Grand'Prée, mais ce n'est pas le cas. Un peu moins d'un an plus tard, le 30 avril 1726, un autre habitant de Cobéquid, aussi nommé Joseph « Robicheaud », épouse, toujours à la Grand'Prée, une paroissienne de Saint-Charles, Claire Leblanc. Or, le prêtre célébrant, Antoine Gaulin, précise alors que l'époux et ses parents habitent « la paroisse de Kobeghitk ». Ce prêtre étant aussi le grand vicaire en Acadie de l'évêque de Québec, ce ne peut être qu'en connaissance de cause qu'il précise paroisse de Cobéquid⁶⁹. Celle-ci doit donc avoir été créée à la fin de 1725 ou au début de 1726.

D'autres documents viennent corroborer cette hypothèse. Dans une lettre du 25 juillet 1725 adressée à Saint-Ovide de Brouillan, le Ministre de Maurepas parle d'une nouvelle église bâtie à Shubénacadie et à laquelle il a fait envoyer des ornements sacrés⁷⁰. On peut supposer que celle-ci a été construite à Cobéquid et non à Shubénacadie afin de remplir l'une des exigences à l'érection d'une paroisse : le service divin doit être célébré dans un lieu adéquat réservé à cette fin. Dans une autre lettre du 28 mai 1726, il apparaît clairement que par Shubénacadie le comte de Maurepas veut dire Cobéquid : « Puisque la seule paroisse de Shubenacadie a 2 500 communiants, il faut croire que la population de l'Acadie est très nombreuse. »⁷¹ Évidemment, ce chiffre est erroné quant aux Acadiens, mais indique peut-être que ceux-ci et les Micmacs sédentarisés de Shubénacadie étaient réunis dans la même paroisse comme à Pisiqid.

Le parallèle avec Pisiqid ne s'arrête pas là. Le 26 janvier 1725 (ancien style, donc 1726), le gouvernement d'Annapolis-Royal (Port-Royal) fit une réprimande aux habitants de « Cobaquit » pour en avoir appelé à l'évêque de Québec et au gouverneur de Louisbourg sur un différend les opposant au sujet de la construction et de l'établissement de deux chapelles dans leur paroisse⁷². Le résumé des délibérations ne révèle pas ce que contenaient les lettres apportées par l'habitant de Cobéquid se plaignant de la décision rendue par le prince évêiscopal ou le gouverneur de Louisbourg et lues pendant la séance du conseil⁷³.

⁶⁹ Il est d'ailleurs mêlé de près à cette affaire de l'érection de la cure de Cobéquid. Voir la séance du 12 juin 1725 dans Archibald M. MACMECHAN, éd., *Original Minutes of His Majesty's Council at Annsopolis Royal 1720-1742*, Halifax, McAlpine Pub. Co., 1908, p. 102-103. Voir aussi David LEE, « Gaulin, Antoine », *DBC*, vol. II, 1969, p. 246-247.

⁷⁰ Ivanhoë CARON in *RAPQ 1941-1942*, p. 238.

⁷¹ *Ibid.*, p. 245.

⁷² Archibald M. MACMECHAN, éd., *Original Minutes of...*, p. 91.

⁷³ *Ibid.*, p. 92.

Quelques jours auparavant, lors de sa séance du 22 janvier, le conseil avait banni le père Verquaillié de la province pour avoir pris possession de sa mission de Cobéquid sans avoir obtenu son autorisation préalable⁷⁴. Sachant que ce prêtre était à Cobéquid depuis au moins cinq ans, il appert que le gouvernement d'Annapolis-Royal n'était pas tellement au fait des activités des habitants du bassin des Mines. Ceci étant, il est fort possible que ce que le greffier du Conseil appelle une paroisse n'en était pas encore une et que ses habitants avaient justement entamé les démarches avec l'Évêché de Québec pour que leur mission en devienne une, en contravention flagrante avec la proclamation exigeant que toute démarche pour la réparation ou la construction d'une église, l'obtention d'un missionnaire ou l'érection d'une paroisse obtienne au préalable son avis et son accord⁷⁵. Il est donc question de deux chapelles à Cobéquid à la séance du 26 janvier, mais à celle du lendemain il n'est plus question que d'une seule nouvelle église à construire⁷⁶. On voit donc que tout comme à Pisiqid, la nouvelle paroisse de Saints-Pierre-et-Paul de Cobéquid aurait eu, en plus de la chapelle Sainte-Anne des Micmacs sur la rivière Shubénacadie, deux lieux de culte, probablement l'ancien dans le haut Cobéquid et le nouveau dans le bas Cobéquid, ce qui expliquerait peut-être la double dénomination de la paroisse. Comme le montre cette même séance du Conseil de Sa Majesté britannique, les habitants de Cobéquid envoyaient effectivement à Annapolis-Royal des députés de ces deux districts distincts, témoignant également par le fait même d'une augmentation importante de population depuis le recensement de 1714.

Cette église de Cobéquid construite en 1725, dédiée à Saint-Pierre ou Saint-Paul - si l'hypothèse sur la double dénomination est bonne - était située dans la localité actuelle au nom révélateur de Masstown sur la rive nord de la Baie de Cobéquid. Elle mesurait 100 pieds par 40 et était surmontée d'un clocher et d'une cloche dont les restes fondus ont été découverts par un agriculteur après la déportation⁷⁷.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 91.

⁷⁵ Idem. Aussi H. R. CASGRAIN, *Un pèlerinage au...*, p. 61-62 ; John Bartlet BEBNER, *New England's Outpost : Acadia Before the Conquest of Canada*, New York, Columbia University Press, 1927, p. 155-159. Andrew Hill CLARK, *Acadia : the Geography of Early Nova Scotia to 1760*, Madison, University of Wisconsin Press, 1968, p. 190-191. Ainsi qu'un mémoire anonyme et non daté, probablement de 1727 ou 1728, « Etat present des Missions de Lacadie », ANF, Col., C11D, vol. 10 (les pièces ne sont pas paginées).

⁷⁶ Archibald M. MACMECHAN, éd., *Original Minutes of...*, p. 93.

⁷⁷ Thomas MILLER, *Historical and Genealogical Record of the First Settlers of Colchester County*, Belleville, Mika Studio, 1973 (réédition de l'original de 1873), p. 7.

Comme pour les paroisses de Grand'Prée et de Cobéquid, aucun document attestant la date de création de la paroisse Saint-Joseph de la rivière aux Canards n'a été conservé. Contrairement aux croyances, il appert qu'elle a été la dernière à avoir été érigée au bassin des Mines. L'examen des actes des mariages célébrés à Saint-Charles des Mines a permis d'établir avec assez de précision l'année de fondation de la paroisse de Cobéquid, la même méthode permet d'en faire autant à propos de celle de la rivière aux Canards.

Par comparaison avec d'autres prêtres de la même époque, le récollet Bonaventure Masson tenait bien ses registres. Le 12 octobre 1711, il rédige l'acte de mariage de Michel Haché et Madeleine LeBlanc et précise que l'époux habite « de la paroisse de Beaubassin ». Deux semaines plus tard, il unit les destinées de Pierre LeBlanc et Jeanne Terriot, précisant que le marié et ses parents sont « de la Grand-Prée » et l'épouse et sa famille « de la Rivière-aux-Canards », mais ne fait mention d'aucune paroisse séparée. Ces deux mariages se suivant dans le registre, il serait étonnant qu'à deux semaines d'intervalle le père Masson ait modifié sa façon de rédiger les actes.

Presque dix ans plus tard, le 14 octobre 1721, en l'absence de Félix Pain desservant la cure de 1716 à 1724, Antoine Gaulin célèbre le mariage de Jean Babin et Marguerite Terriot, sœur de Jeanne Terriot mentionnée ci-dessus. Le célébrant note que les deux conjoints et leurs parents sont « habitants de cette paroisse ». Or, les parents de Marguerite, Jean Terriot et Jeanne Landry, apparaissent comme habitant à la rivière aux Canards tant au recensement de 1701 qu'à celui de 1714, comme au mariage de leur fille Jeanne en 1711. Le fait que Gaulin fut déjà grand vicaire de l'Acadie élimine pratiquement toute possibilité qu'il ait pu faire une erreur. Le 24 novembre 1727, alors desservant de Saint-Charles depuis 1726 et jusqu'en 1731, le même prêtre conjoint Françoise Landry à Charles Terriot, frère de Jeanne et Marguerite, sans qu'il fasse mention de la provenance de l'époux ni de l'épouse, notant tout simplement qu'ils se sont mariés « en présence de leurs parents et amis ».

On peut ainsi affirmer qu'en novembre 1727, la paroisse Saint-Joseph n'avait pas encore été érigée. Or, toujours dans le même registre et sous la plume du même missionnaire, le 3 février 1728 dans l'acte du mariage de Marie-Joseph Landry avec Étienne Comot apparaît pour la première fois la mention « de la paroisse de Saint-Joseph de la rivière nommée des Canards » à propos de la famille du marié. Cet acte de mariage laisse croire que cette dernière paroisse a sûrement été créée par un mandement de M^{gr} de Saint-Vallier dans les derniers mois de 1727 puisque celui-ci s'est éteint le 26 décembre de cette année-là. Qui plus est, une copie des mandements de Saint-Vallier ayant créé les paroisses l'Assomption de Pisiquid, celles de Cobéquid et de la rivière aux Canards a sûrement été envoyée au grand vicaire Gaulin, faisant en quelque sorte des actes, où apparaît le nom de

ces deux dernières paroisses, des preuves de la date approximative de leur fondation.

Contrairement au cas de Cobéquid, il n'y a pas d'autres documents corroborant aussi parfaitement l'hypothèse de la date de création de la paroisse Saint-Joseph de la rivière aux Canards dont la première mention dans les Archives des Colonies date de 1731 : « La paroisse des Mines comprend la grande prairie et la Rivière du Canard [...] ces deux paroisses doivent pour le revenu estre jointe et que le missionnaire des Mines sois tenu d'entretenir un vicaire [...] »⁷⁸ L'auteur anonyme, probablement Gaulin, semble avoir de la difficulté à trancher s'il s'agit d'une seule et même paroisse ou bien de deux paroisses distinctes. Cette hésitation provient peut-être du fait que la paroisse de la rivière aux Canards avait été fondée récemment sous les mêmes conditions que celle de L'Assomption à Pisiquid et de beaucoup d'autres de la vallée du Saint-Laurent à la même époque : sans titulaire et devant être desservie par le curé de sa paroisse mère ou son vicaire.

Toutefois, il est probable qu'il y ait eu une chapelle à la rivière aux Canards bien avant 1727 et, qu'à l'instar de Pisiquid, sa construction ait été motivée non seulement par l'éloignement, mais aussi par une dissension parmi les paroissiens : une chicane de bancs d'église. En 1702, Jean Terriot, sûrement l'habitant de la rivière aux Canards mentionné précédemment, et Jacques LeBlanc, de la rivière des Mines, sont marguilliers de la paroisse Saint-Charles. Ils intentent un procès notamment contre Pierre Mellanson afin qu'il restitue le banc acheté – non seulement que loué pour une année comme le voulait la coutume selon la prétention des demandeurs – l'année précédente à son gendre Allain Bugeauld, le marguillier sortant⁷⁹. C'est peut-être à la suite de cette dispute privant les habitants notables des extrémités ouest et nord de la paroisse de bonnes places à l'église – le gouverneur de Brouillan trancha en faveur des défenseurs – que les habitants du nord de la rivière des Mines et des rivières aux Canards et de la Vieille-Habitation se rassemblèrent et décidèrent de construire une deuxième chapelle que devait aussi justifier l'accroissement de la population. D'après la tradition, c'est effectivement au nord de la rivière des Mines et au sud de la rivière aux Canards que s'élevait l'église Saint-Joseph et ses dépendances sur un site aujourd'hui occupé par le cimetière de Chipmans Corner⁸⁰. Casgrain a écrit

⁷⁸ « Estat de Lacadie... », fol. 235.

⁷⁹ ANF, Col., série C11D, vol. 4, fol. 154 et 175 et ss. Sur la querelle des bancs, voir aussi Stéphan BUJOLD, « Allain Bugeauld, chirurgien et notaire royal : essai de biographie d'un des premiers bourgeois et notables de la Grand'Prée des Mines en Acadie (1672 – vers 1708) », *CSHA*, 34, 2 (2003), p. 63-64.

⁸⁰ Jean SAUVAGEAU, *Cartes de l'Acadie ancienne*, Québec, Société de généalogie de Québec, 1984, notes de la carte 10.

que cette église tout comme celle de Grand'Prée, était décorée à l'intérieur de belles boiseries de chêne « sculptées avec goût »⁸¹.

Conclusion

Sur une période d'un peu plus de quarante ans, cinq paroisses ont vu le jour au bassin des Mines pendant que sa population passait d'une cinquantaine d'habitants à au moins 2 000. Parmi ceux-ci, il n'y avait pas que des Acadiens. Des Français, des Irlandais, des Anglais, artisans et professionnels, attirés par une région prospère en pleine croissance démographique et économique, se joignirent aux premiers habitants européens des Mines⁸². Effectivement, en étudiant le développement paroissial de ce coin de l'Acadie ancienne, on constate qu'il s'agit bien de l'expansion progressive d'une région, du centre vers la périphérie.

Comme le montrent la carte et le tableau en annexe, Grand'Prée constitue le centre de la région où se retrouve une population mieux nantie : des artisans parfois presque des industriels, des commerçants et des clercs y forment l'embryon d'une bourgeoisie en devenir, caractéristique de tous les chefs-lieux régionaux de toutes les époques. Le cycle du développement au bassin des Mines part donc de ce centre pour se déplacer rapidement vers Pisiquid puis plus lentement vers Cobéquid, qui connaîtra son véritable essor lorsque la deuxième génération des habitants du centre et de sa périphérie immédiate viendra s'y établir après 1714.

Ce développement du bassin des Mines comme région à part entière qui pourrait se comparer avantageusement à ceux de bourgs de la vallée du Saint-Laurent comme Terrebonne ou Sorel, fut brusquement ralenti par la Guerre de succession d'Autriche (1740-1748) avant d'être brutalement arrêté par le Grand dérangement (1755). La Grand'Prée ne devait pas devenir ce centre régional aux allures urbaines en constitution dans la première moitié du XVIII^e siècle et dont un ultime épiphénomène de sa progression fut le détachement en 1727 à sa périphérie immédiate de la paroisse de la rivière aux Canards.

⁸¹ H. R. CASGRAIN, *Un pèlerinage au...*, p. 120.

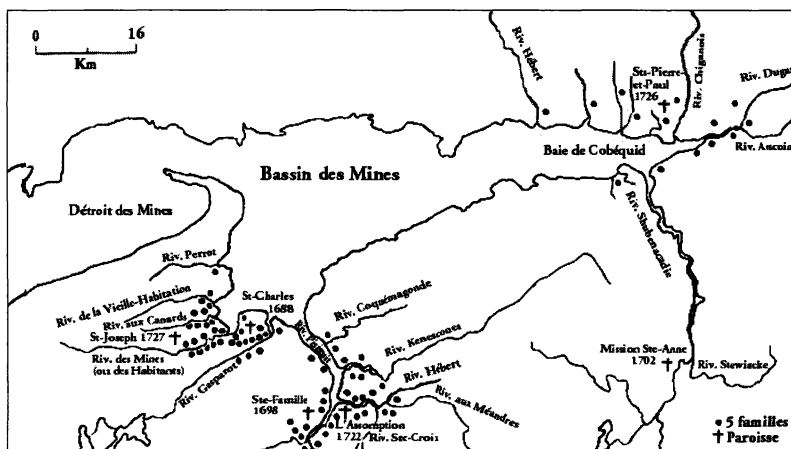
⁸² Voir Naomi E. S. GRIFFITHS, *L'Acadie de 1686 à 1784 – Contexte d'une histoire*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1997, p. 43-44, qui défait le mythe d'une Acadie démographiquement repliée sur elle-même.

Annexe

1. Population, dîme prélevée et revenu familial moyen des paroisses du bassin des Mines en 1731⁸³

Paroisse	Population	Dîme	Revenu familial moyen
Les Mines (Saint-Charles et Saint-Joseph)	168 familles	2 500 livres	387 livres
Pisiquid (Sainte-Famille et L'Assomption)	150 familles	400 livres	70 livres
Cobéquid (Saints-Pierre- et-Paul)	68 familles	300 livres	115 livres

2. Répartition des paroisses et de la population acadienne du bassin des Mines en 1731⁸⁴



⁸³ Données tirées de « Etat de Lacadie... », fol. 235. Le revenu familial moyen a été calculé en multipliant par 26 (le taux de la dîme étant au vingt-sixième grain) le montant de la dîme et en le divisant ensuite par le nombre de familles.

⁸⁴ Carte établie d'après « University of Wisconsin Cartographic Laboratory » in Andrew Hill CLARK, *Acadia : the Geography of...*, p. 127 et 209, et Jean SAUVAGEAU, *Cartes de l'Acadie...*, notes et cartes 9, 10 et 12. Abbé de L'ISLE-DIEU, « Mémoire sur le règlement... », p. 72 pour l'emplacement de la paroisse L'Assomption ; « Communiqué de presse du 18 mars 2000 », *Committee for the Preservation of Sainte-Famille Cemetery*, pour l'emplacement de la paroisse Sainte-Famille ; et Jonathan FOWLER, « Negative Evidence is still... », p. 4-7 pour l'emplacement de la mission Sainte-Anne. Le nombre de familles est tiré de « Etat de Lacadie... », fol. 235.